

# DCG 5

# Économie contemporaine

## Corrigés

## 3<sup>e</sup> édition

### **Sébastien Castaing**

Docteur en sciences de gestion  
Professeur agrégé d'économie  
et gestion

### **Josiane Coquet**

Agrégée d'économie et gestion  
Membre des jurys d'examen

### **Léo Charles**

Maître de conférences  
en sciences économiques

### **Carine Kurowska**

Agrégée d'économie et gestion  
Membre des jurys d'examen

## Maquette de couverture et maquette intérieure : Yves Tremblay

Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements

d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.



Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).

© Dunod, 2023  
11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff  
www.dunod.com  
ISBN 978-2-10-085092-1

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# SOMMAIRE

## **PARTIE 1 Fondements et finalités de l'activité économique**

Chapitre ❶	Grands principes de la science économique	5
Chapitre ❷	Agents économiques et interactions	13
Chapitre ❸	Création de richesse par l'activité économique	28
▶	Partie 1: Cas de synthèse	36

## **PARTIE 2 Fonctionnement de l'économie de marché**

Chapitre ❹	Grands principes de l'économie de marché	44
Chapitre ❺	Complémentarité entre État et marché	51
▶	Partie 2: Cas de synthèse	56

## **PARTIE 3 Contributions des acteurs financiers à l'activité économique**

Chapitre ❻	Financement des agents dans l'économie	59
Chapitre ❼	Rôle des banques et des marchés financiers	67
▶	Partie 3: Cas de synthèse	77

## **PARTIE 4 Régulation publique en économie de marché**

Chapitre ❽	Place et rôle de l'État dans une économie de marché	81
Chapitre ❾	Intervention économique de l'État	87
Chapitre ❿	Politique économique au sein de l'UE	93
▶	Partie 4: Cas de synthèse	99

## **PARTIE 5 Croissance économique : origines et enjeux**

Chapitre ❶❶	Croissance et développement : formes et finalités	101
Chapitre ❶❷	Potentiel de croissance économique	110
Chapitre ❶❸	Croissance économique et développement durable	118
Chapitre ❶❹	Ouverture internationale et croissance économique	123
▶	Partie 5: Cas de synthèse	130

## **PARTIE 6 Déséquilibres sociaux : explications et enjeux**

Chapitre 15	Déséquilibres du marché du travail	138
Chapitre 16	Politiques publiques et marché du travail	144
Chapitre 17	Inégalités sociales et pauvreté	150
Chapitre 18	Redistribution des revenus	158
►	Partie 6 : Cas de synthèse	164

# Grands principes de la science économique

## Évaluer les savoirs

### 1 QCM

1. c. L'eau est une ressource naturelle, renouvelable et matérielle (de nature tangible).
2. b. Un bien libre ou naturel se définit par sa gratuité, sa disponibilité en quantité sans qu'aucun travail humain ne soit nécessaire. Les deux autres propositions caractérisent un bien économique.
3. b. Il s'agit de la définition du concept de rareté. Une ressource est dite rare quand elle ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins (ou de la demande) exprimés.
4. a et c. La science économique étudie les choix dans un univers de rareté. Or, cette rareté est une contrainte. Dans un univers de ressources illimitées, les choix économiques ne sont pas nécessaires.
5. c. Seule cette proposition se réfère aux besoins secondaires. Les propositions a, b et d font davantage référence aux besoins primaires.
6. a, b et c. La proposition d est fausse car la majorité des biens sont économiques donc rares, ce qui nécessite de réaliser des choix pour allouer les ressources.
7. a et b. Le terme d'allocation des ressources est synonyme de répartition des ressources. Les biens libres ne font pas l'objet de rareté et ne nécessitent donc pas de choix économiques.

### 2 À chacun son choix !

Dans chacun des cas ci-après, caractérisez la ou les ressources concernées et expliquez les arbitrages opérés par les agents économiques.

Situation	Ressources concernées	Arbitrages
Marché de la moutarde en France en 2022 et pénurie de graines de moutarde brune	Graines de moutarde : ressource naturelle, matérielle, renouvelable C'est un bien économique qui nécessite une production, un travail humain	Face à la rareté de la moutarde : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le prix a augmenté pour les producteurs et vendeurs de moutarde.</li> <li>• Certains consommateurs ont fait des stocks ; d'autres ont modifié leurs habitudes de consommation pour réduire leur besoin en moutarde.</li> <li>• Un arrêt de la production de moutarde à court terme. Cela est temporaire.</li> <li>• À moyen terme, la mise en culture de nouvelles terres en France afin de moins dépendre des importations de graines provenant du Canada de la part des exploitants agricoles.</li> <li>• Un arbitrage au bénéfice des consommateurs de moutarde du marché français au détriment des consommateurs des pays voisins.</li> </ul>

#### NOTRE CONSEIL

Une attention particulière doit être portée aux verbes utilisés et au nombre de consignes posées. Dans le cas ci-dessous, deux consignes apparaissent.

Situation	Ressources concernées	Arbitrages
Les terres rares	Terres rares : ressources matérielles, naturelles, non renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arbitrage pour les pays extracteurs de terres rares : exploiter ou non leurs ressources ?</li> <li>• Pour les clients : arbitrages entre les différents pays fournisseurs de terres rares.</li> <li>• Pour les clients et extracteurs : mise en œuvre ou non de filière de recyclage et de retraitement des terres rares ce qui nécessite des investissements et de la R&amp;D.</li> </ul>
Budget de l'État 2023	Ressources financières, rares	<p>Arbitrages relatifs au budget de l'État entre l'évolution des dépenses, des PO (prélèvements obligatoires) et les priorités en matière de dépenses et de politiques économiques, notamment face à l'inflation et à la crise énergétique à la suite notamment de la guerre en Ukraine.</p> <p>Il s'agit d'arbitrer entre les dépenses en faveur des ménages et des entreprises.</p> <p>De même, l'État a arbitré en faveur du maintien des prélèvements obligatoires sans augmentation.</p> <p>Il s'agit également de déterminer les priorités : le pouvoir d'achat des ménages, la politique de l'emploi, l'aide aux entreprises et le développement durable en faveur de la transition énergétique.</p> <p>Cet arbitrage entre les dépenses et les recettes conduit à un déficit public.</p>

## Maîtriser les compétences

### 3 L'Or bleu

#### Compétences attendues

- **Mettre** en évidence l'omniprésence du problème de la rareté des ressources
- **Illustrer** la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources

#### Décryptage des compétences

La rareté des ressources face à des besoins illimités est mise en évidence ainsi que la logique d'arbitrage des agents qui en découle.

#### 1. Caractériser la ressource analysée dans le document.

Il s'agit de l'eau : ressource naturelle renouvelable, matérielle. Cette eau est un bien libre quand elle est disponible en abondance dans la nature.

On voit ici que l'eau potable nécessite une intervention humaine, c'est donc un bien économique, une ressource rare.

## 2. Appréciez la porosité de la frontière entre les biens libres et économiques à partir de l'exemple de l'eau.

Critères d'évaluation de la réponse	Éléments de réponse
Rappel de la définition des termes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Biens libres: biens disponibles en abondance et gratuitement dans la nature (ex.: air, soleil, eau de mer). Ils ne nécessitent aucun « sacrifice » ni du travail humain.</li> <li>• Bien économiques: biens rares (quantité limitée), destinés à satisfaire des besoins humains. Ils nécessitent un travail humain, un sacrifice.</li> </ul>
Pertinence et complétude de la réponse	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'eau (en abondance, renouvelable, disponible dans la nature) constitue, au départ, un bien libre. Elle devient de plus en plus un bien économique, rare dont le prix augmente.</li> <li>• Elle est devenue un bien économique du fait d'activités destinées à la rendre potable Elle est alors vendue sur les marchés. Elle n'est plus gratuite.</li> </ul>
Illustration à l'aide du document	Exploitation des données du document sur le prix de l'eau qui augmente constamment en raison de la rareté de ce bien.
Rédaction, orthographe et syntaxe	Qualité de la rédaction, utilisation des guillemets en cas de citations d'éléments du document.



**Porosité**  
= perméabilité (entre les biens libres et économiques). Il s'agit de montrer comment de plus en plus de biens libres deviennent économiques.

## 3. Illustrez les arbitrages des agents économiques nécessaires face à la rareté de l'eau.

Un arbitrage économique est un choix entre plusieurs alternatives.

Parmi les agents économiques abordés dans les documents nous pouvons identifier les ménages, les entreprises et les administrations publiques (plus particulièrement les municipalités).

Pour les ménages, il va falloir arbitrer entre une consommation accrue d'eau qui coûtera plus cher ou un changement des habitudes de consommation afin d'économiser la consommation d'eau (achats ou non de piscines, par exemple).

Les entreprises consommatrices d'eau auront des arbitrages très proches à faire et en matière d'investissements notamment pour économiser l'eau et être ainsi plus respectueuses de l'environnement.

Pour les municipalités se pose la question de faire appel à des entreprises à qui sera confiée pour le compte de la municipalité la gestion de l'eau potable (délégation à des entreprises) ou de choisir une gestion municipale.

Pour le gouvernement, autoriser ou non une tarification supérieure pour les gros consommateurs.

## 4 Vers une pénurie de pétrole ?

### Compétences attendues

- **Mettre en évidence** l'omniprésence du problème de la rareté des ressources
- **Identifier** l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre des ressources rares et des besoins illimités
- **Illustrer** la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources

### REMARQUE

Suite aux multiples situations de pénurie d'eau de l'été 2022 en France de nombreux débats sont nés autour de cette question notamment sur la modification des habitudes de consommation des ménages mais aussi des entreprises dans leur mode de production. En ce qui concerne les exploitants agricoles, le débat de la construction de « piscine de rétention des eaux fluviales » a fait l'objet de plusieurs mobilisations entre les « pro » et « anti » piscine.

### **1. Caractériser la principale ressource concernée dans ce document.**

Il s'agit du pétrole : ressource matérielle, non renouvelable. Il s'agit également d'un bien économique.

### **2. Montrez si cette ressource est concernée par la problématique de rareté à moyen terme.**

Même si fut annoncé très régulièrement de l'épuisement du pétrole, il semblerait que les réserves soient suffisantes pour satisfaire nos besoins.

« L'humanité continue de brûler de l'or noir à qui mieux mieux, et les réserves prouvées (c'est-à-dire exploitables à 90 % avec les techniques actuelles et dans des conditions économiques acceptables) dépassent officiellement cinquante ans de consommation ».

Par conséquent, les ressources en pétrole > besoins identifiés.

Cela s'explique par les découvertes de nombreux gisements de pétrole « non conventionnel ».

On a donc des nombreuses découvertes de ressources et à terme, les besoins en pétrole devraient diminuer.

### **3. Montrez en quoi les arbitrages et les choix économiques des agents économiques peuvent influencer l'exploitation de cette ressource et l'adéquation entre cette ressource et les besoins exprimés.**

Différents agents économiques interviennent :

- Les utilisateurs de voiture peuvent réaliser différents arbitrages : acheter une voiture avec un moteur thermique ou électrique, utiliser les transports en commun, le covoiturage...

Si les pays émergents utilisent de plus en plus de voiture, cela devrait créer des tensions sur le marché du pétrole. En revanche, si les utilisateurs de voitures arbitrent en faveur de l'électrique, ils délaisseront le pétrole qui deviendra abondant ce qui se traduira par la fermeture de puits de pétrole et l'abandon de son exploitation.

- Les arbitrages des producteurs de pétrole vont également jouer. On peut distinguer les pays de l'OPEP et de l'OPEP+ et les États-Unis qui produisent du pétrole « non conventionnel ».

Au sein des pays de l'OPEP différentes négociations vont permettre de déterminer l'offre de pétrole. Si elle augmente cela se traduira normalement par une baisse des prix et une plus grande demande de pétrole de la part des consommateurs. Et inversement, si l'offre diminue.

L'OPEP+ intègre la Russie, les arbitrages et choix économiques dépendront donc de la poursuite ou non de la guerre russo-ukrainienne et des relations futures de ce pays avec les pays consommateurs (et importateurs) de pétrole.

Quant aux États-Unis, le pétrole de schiste (non conventionnel) est plus coûteux que celui conventionnel et fait débat sur son impact écologique. Si les prix du pétrole se maintiennent à un niveau élevé, cette offre sera importante et permettra de répondre à une éventuelle augmentation de la demande.

- Les politiques énergétiques des différents pays auront également un impact important sur l'exploitation de sa ressource. Si des mesures sont prises pour limiter la consommation d'énergie et favoriser les énergies renouvelables ou décarbonées, cela limitera la demande ce qui se traduira par la fermeture de puits de pétrole et l'abandon de son exploitation.



## Préparer l'épreuve

### NOTRE CONSEIL

## 5 Argumentation structurée : la rareté des ressources

L'objectif est de sensibiliser à la méthodologie de l'argumentation (l'énonciation des idées, leurs illustrations ainsi que les raisonnements économiques, factuels et/ou théoriques) et à construire un argumentaire en rapport avec le thème de ce chapitre, tout en s'appuyant sur des éléments de vécu et en insistant sur la nécessité de définir clairement les termes du sujet.

### Compétence attendue

Illustrer la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources

**En vous appuyant sur vos connaissances et sur la méthodologie proposée, vous rédigerez un paragraphe structuré permettant de répondre à la problématique ci-après : « Comment la rareté des ressources affecte les agents économiques ? »**

#### • Paragraphe introductif

Il s'agit de rédiger un paragraphe comportant une accroche, une définition des termes du sujet, une problématique et l'annonce d'un plan :

L'accroche peut s'appuyer sur une reprise de l'actualité du sujet avec par exemple la disparition de certaines espèces qui est régulièrement annoncée.

La question des ressources naturelles parfois surexploitées peut aussi faire l'objet d'une accroche (eau par exemple).

Il est également possible de s'appuyer sur l'exemple de la crise de la COVID 19 qui a occasionné de multiples pénuries (masques, semi-conducteur, main d'œuvre dans certains secteurs comme la restauration et les services à la personne...) ou encore de la peur de manquer d'électricité et de gaz lors de l'hiver 2022-2023 en raison de problématique d'approvisionnement à la suite de la guerre russo-ukrainienne.

Définition des termes : rareté (ressources disponibles inférieures aux besoins de la population) et possibilité de discuter des différents types de ressources (naturelles, financières...).

Discussion possible de la notion d'« agents économiques » en distinguant les différentes catégories et principalement les ménages, les entreprises, les administrations publiques.

Problématique : En quoi les arbitrages des multiples agents économiques prennent en compte la rareté des ressources ?

Annonce du plan en deux ou trois axes.

#### • Premier argument possible : la rareté des ressources affecte les arbitrages des entreprises

Les problématiques suivantes peuvent être dégagées :

- De la raréfaction des ressources humaines comme on l'observe pour la profession de comptable qui peut conduire à la substitution du capital au travail (ex : gestion électronique des documents [GED] dans de nombreux cabinets comptables, robotisation des chaînes de production).
- De la raréfaction des ressources financières qui conduisent à optimiser la combinaison productive pour obtenir une maximisation du profit et notamment le débat possible sur le lieu géographique de production (délocalisation, relocalisation, ...).
- De la raréfaction des ressources naturelles qui conduisent à rechercher de substituts aux produits existants, à innover dans des technologies moins « énergivores » ou encore à se rapprocher de certaines sources d'approvisionnement.

*La rareté des ressources a de multiples impacts sur les choix des entreprises mais également sur les ménages et consommateurs.*



Afin d'en faciliter le repérage, les transitions apparaissent en italique dans le présent corrigé.

- **Deuxième argument possible: la rareté des ressources affecte les arbitrages des ménages et des consommateurs**

Les problématiques suivantes peuvent être dégagées :

- De la raréfaction des ressources financières des ménages (problématique du pouvoir d'achat) qui nécessitent une classification des besoins qui ne peuvent être tous satisfaits car ils sont en quantité illimitée notamment pour les besoins secondaires (ou le haut de la pyramide de Maslow). Cette question est d'autant plus prégnante aujourd'hui avec le retour d'une inflation que nous n'avions pas connue à ce tel niveau depuis 30 ans en France qui modifie les arbitrages des ménages notamment en matière alimentaire mais aussi énergétique afin de compenser la perte de pouvoir d'achat qui touche particulièrement les populations les plus démunies. Cela pose également la question de l'arbitrage entre la consommation et l'épargne...
- De la raréfaction de certaines ressources naturelles qui rend les ménages plus sensibles aux produits moins « énergivores », plus respectueux de l'environnement (ex. : choix d'une automobile, économies collaboratives, ...).

*Cette raréfaction de certaines ressources aura également de multiples effets sur les administrations publiques notamment face aux ressources financières limitées.*

- **Troisième argument possible : la rareté des ressources financières affecte les arbitrages des administrations publiques.**

Les prélèvements obligatoires (impôts, taxes, cotisations sociales), ressources financières de l'État, sont limités, nécessitant des arbitrages en matière de dépenses publiques, notamment pour la France dans le cadre de la zone euro (déficit public maximum de 3 % du PIB et dette publique maximum de 60 % du PIB) :

- Quelles dépenses privilégier (éducation, santé, fonctions régaliennes, emploi, la protection sociale...)?
- Quelles catégories de population privilégier (les ménages, les populations les plus favorisées, les moins favorisées, les actifs, inactifs, les entreprises...)?

- **Conclusion**

Résumé des idées principales. Ouvertures possibles :

- Cette raréfaction des ressources conduira-t-elle à la remise en question de la société de consommation au profit d'un modèle plus « soutenable » écologiquement par le développement par exemple de l'économie circulaire ?
- En quoi la science économique apporte-t-elle des réponses pertinentes à cette problématique de raréfaction des ressources ?

#### NOTRE CONSEIL

Appuyez-vous sur la méthodologie proposée dans la fiche « Rendez-vous Méthode » 2 insérée en p. XVIII du manuel.

## 6 Questionnement guidé: les temps sociaux

### Compétence attendue

Illustrer la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources

### 1. Caractériser et illustrez les besoins satisfaits par « le temps physiologique » mentionné dans les documents.

Pour la caractérisation de ces besoins, il s'agit de besoins primaires indispensables à la survie. Les besoins physiologiques quant à eux correspondent à la première catégorie des besoins de la pyramide de Maslow.

## 2. Identifiez les catégories de besoins satisfaites par le temps de « travail, études, formation ».

Le temps de « travail, études, formation » permet de satisfaire l'ensemble des besoins de la pyramide de Maslow, les besoins physiologiques et de sécurité grâce au revenu du travail ; le besoin d'appartenance par les interactions dans le cadre de ces activités, les besoins d'estime et d'auto-réalisation en fonction des conditions dans lesquelles le travail s'effectue et de la rétribution de ce travail et de ce temps d'étude. Les formations et le travail peuvent également être source d'épanouissement pour les individus.

## 3. Caractériser la ressource à allouer et analysée dans les documents.

La variable à allouer est le temps qui compose une journée, soit 24 heures.

## 4. Analysez la répartition des temps sociaux des hommes et des femmes et leurs évolutions. Vous mettrez notamment en évidence les différences entre les hommes et les femmes.

Cette correction propose les différentes étapes d'analyse des documents proposés. Il est indiqué les différentes étapes : une analyse générale puis une analyse plus particulière du document 1 puis les compléments apportés dans les documents 2 et 3.

### Éléments pour construire l'introduction

Type de document : tableau, graphique et texte

Sources : Insee et Ifop

Titre : « Évolution des temps sociaux quotidiens de 1986 à 2010 » (document 1), résultats d'une étude Ifop en 2019 réalisée par Consolab (document 2). « Premier confinement et égalité femmes-hommes : une articulation des temps de vie plus difficile pour les femmes : le cas de pays de la Loire » (document 3)

Objet d'étude : analyse et comparaison des arbitrages des « temps sociaux » entre 1986 et 2010 entre les hommes et les femmes et de la répartition des tâches domestiques qui sont complétées par une enquête réalisée avant la COVID 19 en Europe et une étude des temps sociaux au cours du 1<sup>er</sup> confinement de la COVID 19 dans les pays de la Loire.

Il s'agit d'étudier la répartition d'une ressource rare : les 24 heures d'une journée et d'identifier les arbitrages différents au cours du temps et entre les hommes et les femmes.

### Analyse générale du 1<sup>er</sup> document :

**Le temps physiologique** (permettant la satisfaction des besoins primaires : manger, dormir, ...) est celui pour lequel nous consacrons la plus grande part de nos temps sociaux : 11 h 26 en 2010, soit 8 minutes de plus en 24 ans (faible évolution) car ce temps est relativement incompressible. Ce temps permet de satisfaire les besoins primaires en quantité limitée. C'est le premier niveau de la pyramide de Maslow.

Il en est de même pour **le temps consacré au travail, aux études et à la formation** qui a baissé de 8 minutes/24 heures d'une journée en 24 ans et représente un peu moins de 4 h 30 en moyenne de la journée d'un français en 2010. Ce phénomène peut notamment s'expliquer par une baisse du temps de travail pour certaines catégories de population à la suite des lois instituant les 35 heures.

**Le temps de travail domestique** a baissé d'environ une demi-heure pour représenter 3 heures 07 par jour au bénéfice essentiellement du **temps libre** qui représente un peu moins de 4 heures 15 par jour.

*Il est cependant important de comparer les arbitrages réalisés par les hommes et les femmes.*

**Points communs de la répartition des temps sociaux quotidien entre hommes et femmes**

**Le temps physiologique** est assez identique entre les hommes et les femmes, illustré par les données présentées : entre 11 h et 11 h 30 consacrés à ce temps physiologique

**Apport de connaissance** : il faut insister dans votre argumentation sur le concept de besoin primaire et/ou de premier niveau de la pyramide des besoins de Maslow (besoins physiologiques) qui doivent être absolument satisfaits car indispensables à la survie.

**Différences de répartition du temps entre hommes et femmes**

Le temps de travail, d'études, de formation est inférieur pour les femmes (3 h 31 en 2010 contre 4 h 30 pour les hommes). Ce temps augmente pour les femmes de 15 minutes et baisse de 30 minutes pour les hommes car davantage de femmes sont présentes sur le marché du travail aujourd'hui. Cependant, les femmes sont davantage en temps partiel que les hommes.

*On notera que ce temps de travail ne concerne que des activités rémunérées.*

On constate qu'une des principales différences entre les hommes et les femmes concerne le travail domestique (femmes : 4 heures en 2010 ; hommes : 2 heures 13). Si les femmes passent en moyenne 3 heures à effectuer le « ménage et les courses » et consacrent 45 minutes « au soin des enfants », les hommes y accordent respectivement 2 heures 13 et 19 minutes. En revanche, les hommes consacrent 37 minutes au « jardinage et au bricolage », contre 15 minutes pour les femmes. L'écart provient de multiples variables : économiques ou sociologiques.

**L'enquête de l'Ifop (document 2)** montre qu'en 2019, les écarts et perception des femmes sur la répartition des tâches domestiques sont relativement conformes aux données de 2010 (73 % des femmes françaises interrogées estimant faire plus de tâches domestiques que les hommes et plus de 85 % en Italie) bien que ce ne soit que des perceptions donc subjectives. Ces arbitrages se répercutent essentiellement sur des différences en matière de temps libre. Les femmes consacrent 30 minutes en moins par jour en 2010 à ce temps libre par rapport aux hommes. Cet accroissement global du temps consacré au temps libre s'explique notamment par l'évolution de notre société vers davantage de consommation de services et la volonté de satisfaire les besoins du haut de la pyramide (besoins d'estime, d'autoréalisation) ce qui passe notamment par des activités lors du temps libre. Les écarts entre les hommes et les femmes se sont réduits entre 1986 et 2010 en matière de travail domestique et de temps libre même si de nombreuses inégalités persistent.

Le 3<sup>e</sup> document, confirme cette inégalité dans la répartition des temps sociaux au cours du 1<sup>er</sup> confinement de la COVID 19. Hommes et femmes étaient confinés, des dispositifs de chômage partiel et de télétravail étaient mis en œuvre. Cependant, les enquêtes de l'INSEE ont montré que la part des femmes qui ont passé plus de 4 h par jour à s'occuper des enfants était plus importante (54 %) que celle des hommes (38 %) et cet écart s'accroît quand un des enfants étaient en bas âge (3 ans). Cette inégalité se retrouve en 2020 dans la répartition des tâches domestiques dans les Pays de la Loire.

# Agents économiques et interactions

## Évaluer les savoirs

### 1 QCM

1. **b et e.** Les administrations publiques proposent des services à titre gratuit ou quasi gratuit correspondant à une production non marchande. Elles représentent l'intérêt général. La proposition c. correspond aux institutions financières; la proposition d, aux ménages.

2. **b et c.** Dans cette situation, l'investissement n'est pas rentable pour l'entreprise. Il risque de coûter plus que ce qu'il rapporte. L'entreprise renoncera alors à investir.

3. **a et c.** Les ménages proposent des biens et services marchands par l'intermédiaire des entreprises individuelles et les sociétés non financières proposent également des biens et services à des prix dépassant 50 % du coût de production. Les institutions sans but lucratif au service des ménages proposent des services non marchands.

4. **b.** Les dépenses de consommation des ménages ne prennent pas en compte les biens et services consommés par les ménages mis à disposition par les administrations publiques (1/4 de la consommation effective environ des ménages). Les besoins des ménages ne constituent pas un agrégat.

5. **b.** Il s'agit de la première loi d'Engel.

6. **c.** Tous les secteurs institutionnels épargnent. Cet agrégat « Épargne brute » existe pour tous les secteurs institutionnels. Les Français ont structurellement une épargne non financière (achats immobiliers) importante. L'épargne de précaution augmente en période de forte incertitude.

7. **b et c.** Le circuit économique par fonction montre en quoi la production donne lieu à une création de richesse répartie sous forme de revenus qui vont être dépensés sous forme d'investissement et de consommation par les agents économiques.

La majeure partie des revenus se transforme en dépense et non en épargne.

8. **c.** La FBCF signifie formation brute de capital fixe. Elle concerne l'ensemble des agents économiques et non uniquement les entreprises et elle inclut des actifs corporels et certains incorporels.

9. **b et c.** Au cours de la crise de la COVID 19 et particulièrement lors des confinements, les ménages ont été contraints dans leur consommation induisant une augmentation du taux d'épargne particulièrement pour les populations les plus aisées. À cela s'ajoute une épargne de précaution en raison d'importante incertitude.

## 2 De quoi parle-t-on ?

**Pour chacun des cas suivants, précisez le(s) secteur(s) institutionnel(s) concerné(s) et qualifiez économiquement la ou les opération(s) réalisées par ces agents économiques.**

**1. M. et Mme Dupond ont acquis un lave-vaisselle dans une enseigne de la grande distribution.**

- M. et Mme Dupond : ménage.
- Magasin : SNF.
- Opération : dépense de consommation finale des ménages. Dépense de consommation finale d'un bien marchand non financier.

**2. Maxime assiste à un cours d'économie en DCG dans son lycée public.**

- Maxime : ménage
- Lycée public : administration publique.
- Opération : dépense de consommation finale des administrations publiques individualisables. Consommation finale d'un service non marchand non financier.

**3. Mme Ziani, professeur d'économie, dispense un cours au sein d'un lycée public.**

- Mme Ziani : ménage.
- Lycée public : administration publique.
- Opération : production d'un service non marchand non financier par Mme Ziani.

**4. M. et Mme Dupond achètent une maison.**

- M. et Mme Dupond : ménage.
- Opération : investissement comptabilisé en formation brute de capital fixe (FBCF).

**5. La MAIF propose une assurance étudiante à Maxime.**

- Maxime : ménage.
- MAIF : société financière (SF), compagnie d'assurances.
- Opération : production d'un service marchand non financier.

**6. Le Crédit Agricole accorde un prêt étudiant de 10 000 € à Maxime.**

- Maxime : ménage.
- Crédit Agricole : société financière (SF), institution financière.
- Opération de crédit : production d'un service marchand financier.

**7. L'association Les restaurants du cœur apporte une assistance bénévole aux personnes démunies, notamment dans le domaine alimentaire.**

- Les restaurants du cœur : Institution sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).
- Opération : production d'un service non marchand non financier.

**8. L'entreprise Renault a décidé de développer de nouvelles lignes de production de sa voiture électrique Zoé en France soit une dépense d'un milliard d'euros.**

- Renault : société non financière (SNF).
- Opération : investissement comptabilisé en formation brute de capital fixe (FBCF).